

PATRIMOINE HISTORIQUE CHERCHE PRENEUR !

La demeure des héritiers de l'émir Abdelkader à vendre

Nous avons appris de la bouche même d'un des héritiers de l'émir Abdelkader, son arrière-petit-fils, Mohamed El-Fatih (72 ans), son intention de mettre en vente le palais mauresque, Dar El-Baraka, rue des Fontaines, à Alger.

La famille de l'émir Abdelkader regrette de devoir céder ce patrimoine historique au premier acquéreur potentiel et le voir ainsi détourné de sa vocation culturelle. Le souhait des héritiers de l'Emir, serait que le Palais, Dar-El-Baraka, puisse être repris par le ministère de la Culture, comme patrimoine historique et culturel de tous les Algériens. D'ailleurs, un courrier a été adressé dans ce sens au ministère de la Culture, mais resté sans suite à ce jour !

Rue des Fontaines (rue des Moussabiline), à deux pas du boulevard Mohammed V. Un palais des mille et une nuits. La plus belle demeure de ce quartier.

On peut sonner ou frapper avec le heurtor ornant une lourde porte en bois de style mauresque. Quelqu'un viendra toujours vous ouvrir à «Dar-El-Baraka», la demeure, offerte en 1966 par le président Houari Boumediene au petit-fils de l'émir Abdelkader : Mohamed Saïd, aujourd'hui disparu. Ce palais est actuellement occupé par le fils de ce dernier : Mohamed El-Fatih (72 ans),

descendant de l'émir Abdelkader (3^e génération). Bien que fatigué par le poids des ans et la maladie, Mohamed El-Fatih nous reçoit chaleureusement, dans cette maison néomauresque dont chaque recoin raconte une histoire. Sur les murs du grand salon, au plafond dentelé, sont accrochées diverses photos en noir et blanc.

Certaines ont immortalisé ce jour, de l'été 1966, où les restes de l'émir Abdelkader avaient été rapatriés de Syrie pour être enterrés au cimetière El-Alia. A côté de la dépouille mortelle, se tient le président



Une vue du palais, la plus belle demeure du quartier.

Houari Boumediene ainsi que d'autres membres du gouvernement. Sur un autre mur, un méga-portrait de l'émir Abdelkader.

La ressemblance avec notre interlocuteur est si frappante qu'on en a la chair de poule ! Mêmes traits du visage, même expression, même regard profond et même barbe. «Tout le monde me dit que je lui

ressemble beaucoup. Après tout, nous sommes du même sang !», nous dira son héritier. Et de remonter le temps en s'exprimant en arabe classique : «Après le rapatriement de la dépouille de mon arrière-grand-père de Syrie, en 1966 pour être enterré en Algérie comme il en avait exprimé le souhait juste avant sa mort devant ses enfants – il en avait eu 16 –

mes parents qui avaient regagné l'Algérie ce jour-là, à bord d'un avion spécial, ont été hébergés à l'hôtel Aletti. Puis le président Houari Boumediene leur proposa de choisir entre deux demeures : la villa Aziza ou cette maison que j'occupe aujourd'hui avec mes enfants et qui porte le nom de Dar-El-Baraka. Beaucoup de gens l'ignorent certainement : cette résidence a été habitée pendant la guerre par le général Salan.

C'est là qu'a vécu mon père, jusqu'à son décès en 1970.»

Composée de trois étages, cette demeure, qui aurait un siècle d'âge, d'après son propriétaire, possède un jardin luxuriant planté de palmiers, d'orangers, citronniers ... Il descend en cascade offrant des patios et des terrasses.

Le fils de Mohamed El-Fatih, la vingtaine, nous fait faire le tour du propriétaire.

Nous grimpons les trois étages qui s'ouvrent sur 13 chambres au total.

Une belle terrasse coiffée d'une coupole, une fontaine dans le jardin, un passage souterrain dont l'entrée est condamnée et un puits. «On raconte que le général Salan y

jetaient les cadavres d'Algériens après les avoir torturés et tués», nous révèle notre guide. A l'intérieur de la maison, force est de constater que l'entretien fait défaut.

Les peintures partent en vrille, les plafonds en stuc commencent à peler et de grosses lézardes déchirent les murs. «Nous sommes actuellement dans l'incapacité d'assurer l'entretien de cette résidence», reconnaît le descendant de l'Emir. «Il y a quelques mois, nous avons adressé un courrier au ministère de la Culture pour leur faire part de notre décision de vendre ce bien immobilier. On a pensé qu'il devrait revenir à l'Etat pour en faire un patrimoine culturel et historique. N'ayant reçu aucune suite à notre courrier, nous avons mis cette maison en vente.» D'ailleurs, lors de notre passage, nous avons remarqué que quelques potentiels acquéreurs se présentaient à la porte pour une visite. Prions que cette résidence fasse partie dans le futur du patrimoine culturel de notre pays et que nos enfants et petits-enfants puissent un jour la visiter !

Sabrinalesoir_lesoir@yahoo.fr

AU TROISIÈME JOUR DU DÉBUT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE POUR LA PRÉSIDENTIELLE

Calme relatif au niveau des quartiers généraux des six candidats

Alger, au troisième jour du début de la campagne électorale pour la présidentielle du 9 avril 2009. Le temps est printanier et, pour le premier jour de la semaine, il n'y a point d'embouteillages dans la capitale où règne un grand calme, semblable à celui des autres jours de l'année.

Lyès Menacer –Alger (Le Soir) –

Il est onze heures et le siège national du Parti des travailleurs, sis à Belfort à El-Harrach, enregistre un incessant va-et-vient de véhicules affichant de grands posters de la candidate du parti, Louisa Hanoune.

Le chargé de la communication, M. Djoudi, est occupé avec les directeurs de campagne des autres wilayas. Des militantes déchargent d'une Golf une dizaine de paquets où sont emballés les posters de Louisa Hanoune.

M. Djoudi est satisfait de la qualité de l'impression. Le téléphone sonne. Son interlocuteur lui demande si la candidate du PT a l'intention de tenir un meeting dans la wilaya de Chlef. «Nous n'avons pas encore terminé l'élaboration de la liste des meetings que nous comptons organiser», lui répond-il, avant de demander aux militants présents sur place de ne pas oublier de préparer les programmes du PT qui devront être acheminés vers

d'autres wilayas du pays. Pour M. Djoudi, la campagne se déroule, à son troisième jour, dans de bonnes conditions.

Loin de Belfort, au niveau du siège national du candidat Mohamed Saïd Oubelaïd situé à Hydra, c'est le calme plat.

Devant l'entrée, une voiture de police assure la sécurité des lieux. A l'intérieur de la loge aménagée en salle d'attente, une jeune femme se charge de l'accueil des visiteurs.

En face, des piles de posters et autres documents qui serviront pour la campagne électorale, sont entassés et attendent preneurs. Au premier étage de la luxueuse villa de Mohamed Saïd, des jeunes filles saisissent un communiqué de presse.

Le chargé de la communication pour le candidat Oubelaïd, M. Djamel Bendjadi, est lui aussi occupé avec des militants qui réclament leur part de posters. Il n'a pu se libérer que dix minutes plus tard.

Sur son bureau, deux téléphones portables n'arrêtent pas de sonner. Il répond vite, avant d'expliquer qu'il tente depuis plus d'une heure d'appeler Air Algérie pour l'achat d'un billet d'avion. «Personne ne répond au téléphone», déclare-t-il. Lui aussi est satisfait des efforts fournis par les militants pour réussir leur campagne. Mais il accuse l'administration de soutenir le candidat du régime. «Le meeting de notre candidat s'est déroulé dans de mauvaises conditions jeudi dernier à la salle Atlas d'Alger à cause de l'absence du dispositif sécuritaire.

Des véhicules de nos militants ont été saccagés par des intrus, sans oublier que notre meeting a eu lieu avec plusieurs minutes de retard pour les raisons que je viens d'évoquer», accuse-t-il.

Au siège du président-candidat Abdelaziz Bouteflika, de nombreuses personnes viennent réclamer les posters et les programmes du candidat qui doivent être distribués au niveau de la capitale. Les responsables de la permanence sont tous occupés. Dehors, des agents d'une compagnie privée assurent la sécurité des lieux.

Au quartier où réside le président Bouteflika, les murs sont complète-

ment placardés avec ses posters.

Dans le centre d'Alger, au niveau de la rue Ben M'hidi, le siège national de Ahd 54, le parti que dirige Fawzi Rebaïne, candidat lui aussi aux prochaines joutes électorales, est presque vide. «Ils sont tous partis déjeuner», répond la préposée à la réception, qui indique que le chargé de la communication est avec des journalistes dans son bureau. Au niveau de la salle d'attente, des posters de Fawzi Rebaïne sont entassés dans un coin.

Une dizaine d'autres portraits sont laissés sur un bureau, à côté d'un rouleau de ruban adhésif. Dans une salle fermée, la voix de Dahmane El-Harrachi retentit.

Soudainement, trois jeunes sonnent à la porte. Ils demandent un membre du parti à qui ils avaient proposé d'enregistrer un album pour les besoins de la campagne. Il s'agit, en fait, d'un groupe de jeunes rappeurs qui affirment avoir été séduits par les idées de Ahd 54.

Le meneur du groupe affirme n'avoir jamais entendu parler de ce parti. «C'est mon père qui m'a informé de son existence», avoue-t-il, en affirmant à voix basse qu'il n'aime pas trop Abdelaziz Bouteflika. «Ils en font trop avec le président, parce qu'ils ont beaucoup d'intérêts qu'ils veulent sauvegarder. Ils m'ont demandé de leur enregistrer des chansons pour cette campagne et j'ai refusé», déclare-t-il.

Quelques minutes plus tard, ce jeune rappeur repart déçu, car il ne peut pas enregistrer un album pour encourager les jeunes à voter en faveur de Fawzi Rebaïne. «Vous arrivez un peu trop tard», lui dit un militant, un peu gêné.

A quelques encablures du siège national de Ahd 54, le quartier général du FNA de Moussa Touati.

M. Tine Mohamed, le chargé de la communication du parti, tente de gérer la situation du mieux qu'il peut. Il répond au téléphone, tout en donnant des consignes à ses militants qui s'apprêtent à sortir.

Sur les bancs de la salle d'attente, des posters et quelques paquets du programme du président du FNA sont préparés, pour être acheminés à tra-

vers toutes les permanences de la wilaya d'Alger. Tine Mohamed ne mâche pas ses mots et accuse l'administration de travailler pour Bouteflika, qu'il ne cite pas.

Notre interlocuteur parle de certains dépassements qui risquent, selon lui, d'influer négativement sur le taux de participation. Ces dépassements peuvent aussi avantager ceux qui pensent que les jeux sont déjà faits, dit-il tout en menaçant de changer d'attitude si la situation demeure ainsi et que la commission politique chargée des élections ne tente pas d'y remédier.

Pour le responsable de la logistique et des relations avec la presse, au sein du staff du candidat islamiste Djahid Younsi, il y a eu durant les trois premiers jours de la campagne des dépassements flagrants qui méritent bien, selon lui, d'être signalés. Il se plaint du peu de moyens dont dispose le candidat qu'il soutient et de la maigre subvention qui lui a été allouée par l'Etat. «On ne peut rien faire avec 1,5 milliard de centimes pour mener une campagne électorale meilleure que celle de Abdelaziz Bouteflika», dit-il, préférant parler de président de la République que de candidat indépendant.

Il accuse l'ENTV de partialité dans le traitement de l'information et le temps consacré aux différents candidats après le journal télévisé de 20 heures.

Mais, en général, il affirme être satisfait du bon déroulement de la campagne au niveau de tout le pays même s'il doute, sans le dire, des résultats du scrutin qui seront en faveur du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Dehors, dans les rues d'Alger et les autres villes du pays, des millions d'Algériens estiment que les jeux sont déjà faits, tout comme ces jeunes croisés devant le siège de l'Assemblée populaire nationale, le regard rivé sur la mer.

Leur façon de dire qu'ils ne sont pas intéressés par une élection dont le sort est déjà scellé, et que de nombreux partis politiques ont décidé cette fois-ci de boycotter.

CAMPAGNE D’AFFICHAGE ANARCHIQUE À

ALGER ET DANS LES AUTRES VILLES DU PAYS

Les concurrents de Bouteflika dénoncent

Les six candidats à l'élection présidentielle d'avril prochain n'ont pas démarré ensemble leur campagne d'affichage au niveau de la capitale Alger.

Sur les panneaux métalliques installés à travers toutes les localités d'Alger, on constate un affichage massif des portraits de Abdelaziz Bouteflika au détriment des cinq autres concurrents. Comme de coutume, l'affichage anarchique a enlaidi les façades des immeubles qui s'attendaient plutôt à un meilleur ravalement. Interrogé à ce sujet, les représentants des staffs de Fawzi Rebaïne, de Moussa Touati, de Mohamed Saïd Oubelaïd et de Djahid Younsi dénoncent en chœur l'arrachage des affiches de leurs candidats. «Il y a des gens qui sont payés pour ce travail», accusent directement les militants du candidat Mohamed Saïd. Pour les partisans de Fawzi Rebaïne, les employés des différentes communes d'Alger seraient tous mobilisés pour afficher les posters de Abdelaziz Bouteflika, sans le moindre respect de la loi. Un rapport a été envoyé pour

dénoncer ce genre de pratiques qui n'honorent pas le président-candidat et accentuent le doute sur la transparence du prochain scrutin. La même indignation est perçue chez les partisans de Moussa Touati qui comptent, eux aussi, saisir la commission de surveillance de l'élection présidentielle et dénoncer ces abus.

A la direction de campagne de Djahid Younsi, on tente de modérer le ton. Les partisans de ce dernier estiment que l'affichage a son pesant dans la campagne mais il ne détermine pas l'issue du scrutin. «Il y a aussi le programme des candidats, leur sincérité et le travail de terrain et des meetings qui décident de celui qui sera élu à la tête de l'Etat», s'accordent à dire les membres du staff de Djahid Younsi à propos de la campagne d'affichage avant l'élection du 9 avril 2009. A noter que la même anarchie est observée à travers tout le territoire national à chacune des élections organisées.

Lyès M.

L. M.